LA DATE DU RAPPORT DÉFINITIF DE M. FINN—LES MESURES PRÉVOYANT LA PROTECTION DE LA SANTÉ À L'ÉLÉVATEUR DE HALIFAX

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Étant donné toutes les questions que les Canadiens de l'Ouest se posent et leur inquiétude véritable au sujet de ce rapport, quand pouvons-nous espérer prendre connaissance du rapport définitif?

D'autre part, puisque le gérant de l'élevateur à grain du Conseil des ports nationaux à Halifax a déclaré que les conditions d'hygiène y sont également inacceptables, le ministre pourrait-il nous dire comment il entend remédier à cette situation?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Je pourrais faire part au député des nombreuses conclusions que M. Finn a tirées à l'issue de son enquête, et des résultats d'autres études que nous avons fait effectuer, ou encore déposer à la Chambre la somme considérable des travaux qui ont été effectués à cet égard à d'autres élevateurs à grains ailleurs au Canada, notamment à Thunder Bay et à Halifax, parce qu'ils se rapportent à la question fondamentale des risques que ceux qui travaillent dans la poussière de grains de toutes sortes font courir à leur santé. Il s'agit de recommandations d'un caractère très technique qui, je l'espère, pourront être appliquées dans l'ensemble du secteur céréalier afin de protéger la santé des travailleurs.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

LA POSSIBILITÉ D'ÉLARGIR LA DISPOSITION DU CODE CRIMINEL RELATIVE À L'AVORTEMENT

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Le ministre dirait-il clairement à la Chambre le sens précis de l'annonce qu'il faisait le 4 mars dernier au sujet des soins de clinique médicale réservés aux femmes? Autrement dit, le ministre a-t-il l'intention d'élargir l'interprétation de la notion «met en danger la santé de la mère», pour en arriver ni plus ni moins à l'avortement sur demande?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le président.

ON DEMANDE QUELLE RÉPONSE LE MINISTRE DONNERA À LA REQUÊTE AU SUJET DE L'AVORTEMENT PRÉSENTÉE PAR LE MOUVEMENT PRO-VIE

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, le ministre a-t-il pris connaissance de toutes les requêtes qui lui ont été adressées à ce sujet, particulièrement celle de l'Union pour la vie, qui tient actuellement un festival pour la vie ici même à Ottawa, et qu'entend-il faire à la suite de ces requêtes?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, j'ai répondu à ces requêtes à l'effet qu'elles semblaient basées sur une fausse interprétation de ce que j'avais dit. Et encore une fois, il ne s'agit pas d'étendre une interprétation de la loi telle qu'elle existe à l'heure actuelle.

Questions orales

[Traduction]

LA QUESTION DE LA SUGGESTION PAR LES CENTRES DE PLANIFICATION FAMILIALE DU RECOURS À L'AVORTEMENT

M. Paul Yewchuk (Athabasca): A titre de question supplémentaire, j'aimerais que le ministre nous dise de façon bien précise s'il pense que les centres de planification familiale dont il a parlé le 4 mars vont conseiller le recours à l'avortement comme méthode de planification familiale.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le président.

* * *

[Traduction]

LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

LA DATE DU RETRAIT—L'ABSENCE PRÉSUMÉE D'EXPOSÉ DE LA POSITION GOUVERNEMENTALE SUR LES RESTRICTIONS VOLONTAIRES AUX REPRÉSENTANTS SYNDICAUX ET PATRONAUX

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce a affirmé hier soir à la Chambre que la nomination récente du nouveau président de la Commission de lutte contre l'inflation prouve que le programme ne se terminera pas à la fin de 1977. Le premier ministre suppléant pourrait-il nous dire s'il s'agit bien là de la politique du gouvernement?

L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant): Je ne pense pas que l'on puisse interpréter la nomination de M. Renouf à la présidence de la Commission comme un signe prémonitoire de l'abandon très prochain du programme de réglementation. Le ministre des Finances a affirmé à maintes reprises que ce programme ne pourrait prendre fin que si l'on en arrivait à une entente ferme sur le bon fonctionnement de l'économie qui préviendrait toute recrudescence de l'inflation. Telle est la position du gouvernement.

● (1130)

M. Stevens: J'ai une question supplémentaire pour le premier ministre suppléant, monsieur l'Orateur. Le secrétaire parlementaire a dit aussi que les contrôles ne prendraient pas fin parce que le gouvernement ne peut compter sur des restrictions volontaires et, pourtant, la page frontispice du *Financial Post* du 7 mai renferme un article sur l'ancien président de la Commission de lutte contre l'inflation, M. Jean-Luc Pepin, qui blâme le gouvernement de ne pas avoir clairement établi sa position sur les restrictions volontaires. D'après l'article, il aurait dit que c'est pourtant ce que le gouvernement aurait dû faire il y a deux semaines à la réunion tripartite avec le monde des affaires et les syndicats. Le premier ministre suppléant peut-il nous dire si M. Pepin a fait part de ce point de vue au cabinet avant de démissionner et, dans ce cas, que lui a-t-on répondu?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, nous sommes accoutumés à recevoir des avis de nombreuses sources et, fréquemment, de bons avis de l'ancien président de la Commission de lutte contre l'inflation. Je ne suis au courant d'aucune discussion semblable, qui aurait probablement eu lieu entre l'ancien président de la Commission et le ministre des Finances, mais la position générale du gouvernement au sujet des déconrôles a